

( 1 )



cu

FRC

8437

# DISCOURS

*Lu à la première Séance publique de la Société  
DES AMIS DE LA CONSTITUTION  
à Rouen , sur l'utilité desdites Sociétés.*

---

**I**L falloit bien s'attendre , MESSIEURS , que  
dans la chaleur d'un combat , que la raison est peut-

A

être encore loin de terminer , le parti opposé à la révolution en viendrait à soutenir que ces affiliations patriotiques, sous le titre connu & mérité d'Amis de la Constitution, sont nuisibles au rétablissement de l'ordre social & à la saine régénération de l'Empire ; on a dû le prévoir ce moment où les passions délirantes attaqueroient & calomnieroient ces agrégations civiques dont les ennemis du bien public méconnoissent ou feignent de méconnoître les salutaires effets. . . . Mais rassurez-vous, bons Citoyens. . . . Les insensés frappent de leur bâton les murs d'un Temple qu'ils ne peuvent ébranler, & si le déchaînement avec lequel on essaie de diffondre vos estimables coalitions, n'en prouve pas seul la bonté, au moins faut-il convenir que les incroyables efforts de vos adversaires sont une forte présomption de l'utilité de vos assemblées.

Les Sociétés connues sous le nom d'Amis de la Constitution ont-elles été utiles ?

Le font-elles encore ?

Le feront-elles long-temps, ou toujours ?

Telles sont à mon avis les trois questions que l'on doit soumettre à ce public impartial, dont le suffrage libre & dégagé de toute prévention, finit toujours par subjuguier l'opinion générale.



La bonne foi permet-elle de nier qu'au milieu des orages & des convulsions politiques, inséparables d'une révolution aussi étonnante, les véritables Amis de la raison & de la patrie ne dussent se réunir, se coaliser contre ceux qui, identifiés en quelque sorte avec les abus, seroient tentés d'employer les moyens extrêmes pour en perpétuer l'existence? Ne convenoit-il pas d'opposer aux corporations abusives, qu'un même esprit, que les mêmes privilèges, que le même intérêt rallioient nécessairement, & jusques dans le sein de l'Assemblée Nationale, d'autres corporations partielles qui, répandues sur la surface de l'Empire, recueillissent & publiassent le vœu imposant de cette majorité, sans laquelle les Représentants du peuple François, armés du seul pouvoir de la raison, n'eussent pu lutter efficacement contre tous les dépositaires de pouvoirs *prétendus* délégués?

Pouvoir royal, ministériel, clergical, militaire, nobiliaire, parlementaire & fiscal..... Il falloit tout anéantir, tout refondre pour recomposer le nouveau contrat social dont les conditions profondément méditées & rédigées avec clarté, consacraient à jamais le saint accord des droits que l'homme tient de la nature, avec ceux que peut lui conférer l'état de société.

S'il falloit une force armée & coercitive, capa-

ble de réprimer les mouvements brusques & défordonnés du désespoir , les entreprises des factieux ou les attentats des anarchistes brûlants de tout brouiller , de tout confondre , ..... n'étoit-il pas également nécessaire que les bons Citoyens de tous les Départemens , provoquassent , encourageassent par leurs applaudissemens publics , ces vigoureux Athletes , dévoués tout entiers à la destruction des abus toujours renaissans ? N'eût-il pas été à craindre que nos législateurs eux-mêmes abandonnés à leurs propres forces & privés de l'adhésion puissante des diverses Sociétés patriotiques , n'eussent enfin cédé par épuisement aux attaques multipliées de ces phalanges ennemies , qui pour combattre efficacement , n'avoient besoin que d'employer cet art facile de diviser , & de harceler les ardens Restaurateurs de notre liberté ? Ne convenoit-il pas que , réunis & agrégés en divers endroits de la France , des Citoyens de toutes les classes , de toutes les conditions , donnassent l'honorable exemple de l'abnégation & de la renonciation volontaire aux avantages particuliers que la Patrie en pleurs redemandoit à chacun de ses enfans , pour en composer le bonheur du plus grand nombre ? Ne falloit-il pas enfin , qu'une société d'hommes bien intentionnés , s'imposât volontairement le soin de recueillir à la source même des lumieres , ces rayons dont il étoit si utile de prévenir la divergence , pour les distribuer avanta-

geusement sur les points de l'Empire les plus éloignés du foyer lumineux ?

Les Sociétés des Amis de la Constitution ont donc été d'une utilité évidente dans les premiers temps de la régénération constitutionnelle, mais le sont-elles encore ? Telle est la seconde question.

Les infatigables détracteurs de la plus sublime révolution, oseroient-ils bien avouer que les moyens employés pour la défendre, sont devenus inutiles ? A qui persuaderont-ils que le nouvel ordre a acquis une telle consistance, qu'il faille l'abandonner à ses propres forces ? Mais s'il en est ainsi, pourquoi ces libelles révoltants, ces mandemens incendiaires, ces émigrations multipliées, ces conspirations au dedans, ces secours mendiés au dehors, & tous ces moyens imaginés par le désir persévérant de contrarier un régime qu'adopteront tôt ou tard les nations vengereuses des droits de l'homme, tant & si long-temps outragé ? . . . . .

Laissons, MESSIEURS, laissons aux détracteurs de la Constitution Française, ces puérides moyens à l'aide desquels ils prétendent inspirer une sécurité qu'ils sont loin de reconnoître ; & puisque le mal existe encore, continuons d'employer les remèdes dont l'efficacité nous est démontrée : opposons à leur acquiescement simulé une surveillance active,

une constance propre à déconcerter leurs sinistres projets , & persuadons-nous bien de cette vérité , que le *repentir des méchants est l'impuissance de mal faire.*

Il faut l'avouer cependant , MESSIEURS ; parmi ceux qui s'élevent contre les Sociétés des Amis de la Constitution , il en est qui se persuadent de bonne foi que ces rassemblements journaliers de Citoyens , agitant , discutant les matieres d'ordre public , peuvent influencer les opérations du Corps constituant ou celles des Corps administratifs ; d'autres imaginent que le grand nombre des Associés réunis sous le titre d'Amis de la Constitution , peut , dans les divers lieux de leurs Séances , déterminer le choix dans les élections & gêner ainsi la liberté des suffrages.

Ces deux objections n'ont qu'une force apparente ; & en effet , les Corps administratifs tels qu'ils sont organisés par notre Constitution , ne doivent avoir de rotation que dans l'orbite du pouvoir exécutif : leur dépendance immédiate de ce pouvoir , leur tendance nécessaire vers lui , & plus que tout cela , l'obligation qui leur est imposée d'obéir aux ordres provisoirement émanés du pouvoir exécutif , prouvent assez l'utilité de ces Sociétés patriotiques qui proposent modestement leurs idées sur les moyens

de complément d'organisation , ou de concordance entre l'exécution des loix & les vrais principes. L'excellence de notre organisation politique est bien présumable sans doute ; mais est-elle si évidente , & connoissons-nous assez bien le jeu , les frottements & la liaison des rouages de ce grand œuvre , pour n'en pas observer les mouvements & les effets soumis à l'expérience? . . . Croit-on enfin , qu'entraînés par le torrent des opérations journalières & par une pénible exécution , nos Administrateurs puissent facilement méditer sur les moyens de perfectibilité dont le nouvel ordre peut être susceptible? . . . Non , les Sociétés des Amis de la Constitution sont naturellement les premiers laboratoires , les premiers dépôts de ces conceptions , ou constitutionnelles , ou réglementaires , qui après une discussion préalable , méritent souvent d'être proposées , ou aux Corps administratifs , ou à l'Assemblée législative : ce n'est donc plus alors une influence dangereuse , mais une utile correspondance , mais une liaison nécessaire entre la souveraineté & ses membres , entre les gouvernants & les gouvernés. Les Amis de la Constitution , réunis en société , ne sont pas sans doute partie intégrante de l'édifice de la Constitution , mais bien une des plus sûres garanties de la liberté nationale.

Dira-t-on , enfin , que réunis par un même vœu ,

fournis à un même régime, les Amis de la Constitution peuvent déterminer le choix lors des élections, & restreindre ainsi la liberté des suffrages? .... Mais si les Citoyens opposés ou indifférents aux succès de la révolution, refusent de concourir, lors des assemblées primaires, au choix des individus les plus utiles à la législation ou à l'administration, peut-on faire aux Membres des diverses Sociétés patriotiques, répandus & votants dans leurs Sections respectives, le ridicule reproche d'appeller aux fonctions pour lesquelles il s'ouvre un concours, ceux qui, par leurs talents civiques, ont montré le plus d'aptitude à gérer ou stipuler les intérêts de la Nation? Et si quelquefois ces élections ont été suspectées de partialité, combien plus souvent ont-elles proclamé des Orateurs éloquents ou des Citoyens modestes, qui, pour être moins brillants que les Orateurs, n'en servent pas moins utilement la Patrie par la sagesse de leurs conseils & la pureté de leur conduite? Combien de fois, enfin, les Sociétés dont il s'agit n'ont-elles pas fait évanouir de ces réputations usurpées, à la faveur desquelles les mal-intentionnés ont essayé de promouvoir aux emplois des gens peu dignes de la confiance publique?

L'utilité de ces Sociétés, jusqu'à ce moment-ci, ne pouvant être révoquée en doute, il convient d'examiner la troisième question. Seront-elles uti-



les long-tems ? Le seront-elles toujours ?

Mânes de Mirabeau, ..... Restaurateur des droits de l'homme, tant & si long-tems méconnus, ..... principal régulateur de l'opinion publique, ..... ombre chere & à jamais célèbre, ..... que ne pouvons-nous combattre encore sous ta puissante égide ? Que ne pouvons-nous t'interroger encore sur les vrais intérêts de l'ordre social & politique dont tu fis ta constante étude ? LA VÉRITÉ ELLE-MÊME, nous disois-tu, EST OBLIGÉE DE COMPOSER AVEC L'ERREUR..... Ah ! n'en doutes pas, ..... si le moment est venu pour l'extirpation de plusieurs préjugés, il en survivra encore beaucoup qu'il est réservé à un siècle plus éclairé que le nôtre de combattre & de diffuser : la retraite, les méditations & le tems peuvent seuls faire éclore, il est vrai, ces sublimes conceptions qui étonnent l'esprit humain ; mais ce n'est aussi que par l'analyse & la discussion, que les vérités utiles acquièrent cette maturité, ce concours raisonné des volontés, & cette grande majorité d'assentiment dont le despotisme seul est désirable. Cette vérité provoqua, nous le croyons, l'idée de favoriser ces Sociétés, & d'encourager ainsi une des sciences les plus difficiles, mais la plus nécessaire, celle du droit public, fondé sur les éléments du contrat social..... Mais, si Mirabeau lui-même a donné son adhésion à l'existence de nos So-

ciétés, on croit entendre aussi cette voix puissante nous prescrire des devoirs sur l'observance desquels doit se mesurer l'utilité de nos assemblées.

» Amis de la Constitution & de la Patrie, nous semble dire ce grand homme, le titre seul sous lequel vous vous réunissez, est honorable sans doute, mais il impose des devoirs que vous ne pouvez méconnoître !..... Défenseurs de la vérité, de l'ordre & de la paix, aggrégés & réunis pour la propagation des bons principes, vous n'avez que des vœux à émettre, des avis à proposer, des consolations, & quelquefois des instructions à répandre. Amis naturels de ce bon peuple, avec lequel vous faites cause commune, dites-lui bien que la moindre révolte rouvriroit les plaies de l'Etat ; répétez-lui souvent, & de toutes les manières, que s'opposer à l'exécution des Décrets, c'est tourner ses armes contre soi-même, c'est se déchirer de ses propres mains : annoncez dans vos Ecrits, dans vos Discours, que toute votre force dérive d'une parfaite soumission à la Loi, & que, justement dénués de tout pouvoir, de toute autorité légale, vous devez marcher, non dans la ligne des pouvoirs constitutionnels, mais toujours parallèlement à cette ligne, en observant les déviations de tout fonctionnaire, ou l'usurpation de ceux tentés de s'arroger des droits que la Loi ne leur a pas confiés. Que vos

délibérations acquierent de l'importance , par une discussion sage & approfondie. Loin de vous ces inquiétudes , ces méfiances exagérées , ces dénominations vagues qui , troublant & embarrassant la marche des Corps administratifs , affoibliroient nécessairement le respect & la confiance du peuple pour ses délégués. Laissons , il en est tems , laissons reposer & s'affermir , sur ses bases , un édifice que le tems seul consolidera ; & dût cet édifice avoir quelques défauts , n'en ébranlons pas sans cesse les fondemens , sous prétexte d'en interroger la solidité. Faisons enfin , MESSIEURS , faisons oublier au premier Délégué de la Nation , à ce Prince vertueux & sensible , les sacrifices que nos Législateurs n'eussent peut-être jamais imposés à LOUIS XVI , s'il étoit immortel ; faisons-lui aimer ce nouveau , cet admirable régime que notre tranquillité , la sienne même , & de pénibles souvenirs commandoient impérieusement. La justice , la raison & le bonheur effuieront bientôt les larmes que nous fait verser , dans ces jours de convulsion , cet honorable attachement , cet amour inné pour le sang de nos Rois,

C'est alors que vos Sociétés , très-utiles jusqu'à ce moment , pourront l'être encore long-tems ; c'est alors que méritant , que commandant l'estime de vos Concitoyens , & jusqu'à celle de vos ennemis ,

vous émoufferez les traits de la malveillance , dirigés contre vos salutaires coalitions ; c'est alors enfin que convaincue de votre respect pour la Loi , & de la pureté de vos intentions , la Nation , pleinement rassurée sur les dangers d'une influence qui n'est alarmante que pour les seuls ennemis de l'ordre public , verra sans inquiétude , & même avec joie , une portion de ses membres dérober au plaisir un tems plus utilement consacré au développement & à la diffémiation des vérités importantes.

Telle est , MESSIEURS , l'idée que je me suis faite des devoirs imposés aux Amis de la Constitution , non tels que vous devez vous les prescrire , mais tels que je les sens , que je les conçois pour la plus grande utilité publique : si vous trouvez qu'il y en ait d'autres , indiquez-les , il faut les y comprendre. C'est à cette Société à se prescrire elle-même des devoirs ; & son rigorisme , en pareil cas , me paroît bien plus à craindre que son indulgence.

Enfin , ces Sociétés seront-elles toujours utiles ? Il faut espérer , MESSIEURS , qu'elles ne le seront pas toujours , & ce vœu est dicté par le plus pur civisme. Les Sociétés dont il s'agit , semblables à ces bois ceintrés qu'on emploie pour la formation & le soutien des voûtes nouvelles d'un édifice , ces-

feront d'être utiles lorsque les voûtes de l'édifice constitutionnel bien fermées, pourront se passer de ce secours ; c'est alors, mais seulement alors, que, sans danger, on pourra faire disparaître ces bois auxiliaires, nuisibles au développement des proportions extérieures, & aux idées qu'on doit avoir de la solidité..... Qu'il est à désirer ce moment où la presque totalité de la Nation, aussi bien instruite de ses devoirs que de ses droits, & parcourant avec complaisance l'œuvre sublime de ses Représentants, pourra licencier ces courageux & vigilants Factionnaires ; ces Sociétés si évidemment utiles à la restauration & à l'affermissement de nos droits constitutionnels ! Avec quel empressement tout bon François, docile à la voix de nos Législateurs, ne reprendra-t-il pas ses occupations ordinaires, en concourant, par son industrie personnelle, à la prospérité de la mere commune, trop long-tems privée du travail de ses enfants !

Mais ce beau jour est encore bien éloigné..... Trop de nuages obscurcissent l'horison ; & les Amis de la Constitution, réunis en société, ne doivent pas se flatter que leur précieux concours devienne si-tôt inutile. Conservons donc l'honorable poste où nos Législateurs nous ont permis de nous placer, parce qu'ils nous en ont cru dignes ; justifions cette confiance par notre zele, & continuons

nos occupations, tout en faisant des vœux pour ce jour si désirable, où notre Constitution affermie recevra son complément par cet heureux concert, cette précieuse harmonie entre les Administrants & les Administrés.

*Signés*, BRÉMONTIER, *Président.*

VIEILLOT l'aîné,

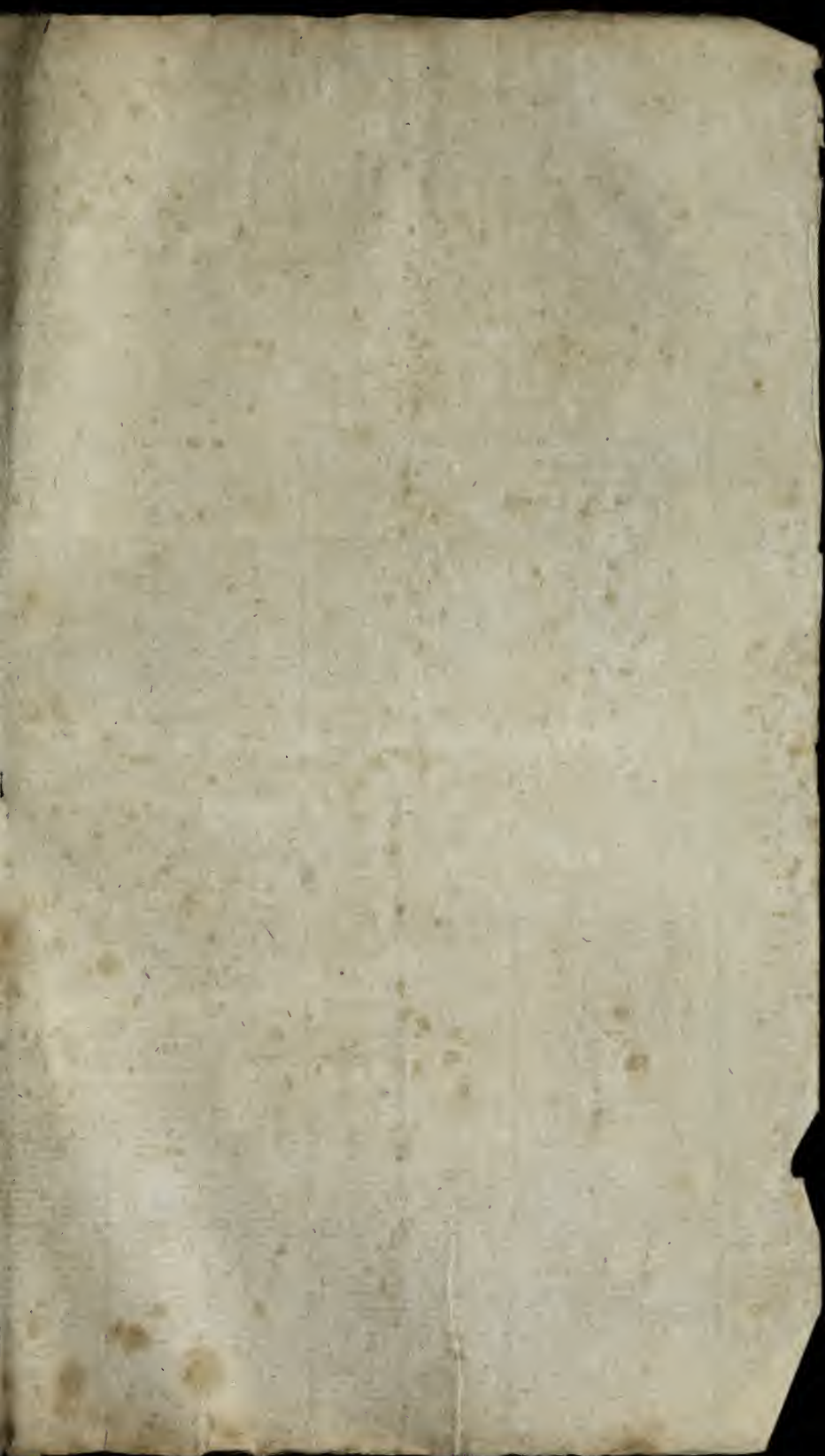
LÉLIEVRE,

PIMARE,

} *Sécretares.*

---

De l'Imprimerie de P. SEYER & BEHOURT, Impr.  
de la Société des Amis de la Constitution.



846